

**En aparté avec... Samba Thiam Représentant du FMI à Djibouti**  
**(La Nation (Djib) 02/03/2011)**

En sa qualité de représentant résident du FMI à Djibouti, Samba Thiam est un observateur avisé du processus de développement économique que le gouvernement djiboutien poursuit ces dernières années. Il répond ci-dessous à nos questions sur la nature, les revues, les conditions d'exécution et les enjeux du programme d'appui du FMI dit de Facilité Elargie de Crédit.

« Le principal défi à moyen terme est de maintenir une forte croissance économique »

La Nation : Djibouti a adopté en septembre 2008 un programme à l'appui duquel le FMI a approuvé une Facilité Elargie de Crédit structurel de trois ans. Quelle est la nature de ce programme ?

Samba Thiam : Le programme économique des autorités que nous appuyons à travers la FEC, est essentiellement destiné à atteindre la stabilité macroéconomique, l'amélioration de la compétitivité, et renforcer la position extérieure de Djibouti.

Le nouveau document cadre de réduction de la pauvreté (INDS) constitue dans cette optique une étape importante pour relever les principaux goulets d'étranglement structurels.

Lors de l'approbation par notre conseil d'administration de ce programme, les administrateurs ont souligné que la mise en œuvre réussie du programme appuyé par le FMI, était essentiel pour renforcer la confiance des investisseurs et des bailleurs de fonds, et que cela nécessitera l'appropriation interne du programme mais aussi beaucoup de persévérance dans sa mise en œuvre.

Combien de revues y a-t-il eu à Djibouti depuis la signature de ce programme et combien en reste t'il à faire ?

Le programme approuvé à l'origine comprend un tirage global de 12.7 millions de Droits de Tirages Spéciaux (DTS), soit environ 20 millions de dollars ou 80% du quota de Djibouti.

Dès l'approbation par le conseil d'administration un tirage automatique de 3.9 millions de DTS a été effectué par Djibouti, soit environ 6 millions de dollars.

A ce jour, trois revues ont été complétées impliquant des tirages cumulés de 8.3 millions de DTS (13.3 millions de dollars).

Si le programme se déroule sans heurts, il restera trois (3) revues supplémentaires à compléter d'ici son achèvement en 2012, avec un tirage cumulé résiduel de 4.4 millions de DTS (6.6 millions de dollars).

Quelle a été chaque fois l'appréciation des administrateurs du FMI à Djibouti à l'issue des précédentes revues ?

Trois revues ont déjà été complétées comme je l'indiquais auparavant. Par conséquent, je vais plutôt vous résumer les appréciations du dernier conseil d'administration parce que cela me paraît plus à propos et plus pertinent.

Le Conseil d'administration a estimé lors de l'examen de la deuxième et troisième revue, que la reprise du programme appuyé par la facilité élargie de crédit, suite aux difficultés budgétaires de 2009, devrait contribuer à promouvoir une croissance généralisée et à faire reculer la pauvreté.

Mais que sa réussite dépendra de la mise en œuvre des mesures d'assainissement budgétaire, et notamment de la maîtrise des dépenses courantes, tout en protégeant les dépenses sociales, et du renforcement accru de la mobilisation des recettes et de l'administration fiscale.

Le conseil a indiqué en particulier que la détermination des autorités à assurer la viabilité des finances publiques et une gestion prudente de la dette étaient primordiales.

De même, le conseil a apprécié positivement, tout en rappelant le contexte de défis auquel Djibouti fait face, que la rapide expansion du secteur financier nécessitait une poursuite de la modernisation de la supervision bancaire et du dispositif réglementaire.

Finalement le conseil a exhorté les autorités en matière d'endettement à mobiliser des concours extérieurs concessionnels et à améliorer le climat des affaires et la compétitivité de l'économie grâce à des réformes structurelles propres à réduire les coûts, et plus particulièrement les coûts des facteurs.

Pourquoi le programme a-t-il été prolongé d'une année ?

Comme je l'indiquais plus haut, la mise en œuvre du programme a connu quelques difficultés en 2009, liées il faut le dire à l'exécution de dépenses nécessitées par des exigences sécuritaires et de sociales d'urgence.

Mais comme les objectifs fixés initialement ne pouvaient plus être atteints, les deuxièmes et troisièmes revues ont été retardées de presque une année.

Afin d'assurer la bonne poursuite du programme et combler le retard, le Conseil d'administration a approuvé la demande présentée par les autorités pour prolonger l'accord FEC de 9 mois à l'appui du programme économique jusqu'au 16 juin 2012 et redéfinir les échéances des décaissements restants.

Je rappelle que l'accord initial conclu au titre de la FEC avait été initialement approuvé le 17 septembre 2008.

Avez-vous le sentiment que Djibouti exécute bien son programme de Facilité Élargie de Crédit ?

Au vu des résultats enregistrés à ce jour, je dois dire que le programme des autorités appuyé par le FMI se déroule pour l'instant bien. En effet, le programme a permis de soutenir une croissance toujours forte, tirée par l'activité du secteur privé et l'investissement public.

Les soldes extérieurs se sont améliorés, et l'inflation est revenue à des moyennes historiques. Le principal défi à moyen terme est de maintenir une forte croissance économique, de résorber le chômage et surtout celui des jeunes et des femmes, et de réduire la pauvreté, ainsi que la transformation de Djibouti en un hub logistique et financier pour la région.

La réalisation de ces objectifs repose sur l'investissement direct étranger pour financer des projets d'infrastructures, et le renforcement de la compétitivité de l'économie par des réformes structurelles.

Quel est l'intérêt pour Djibouti de réussir son programme, je veux dire les principaux enjeux?

Vous savez que l'ambition des autorités est de faire de Djibouti un centre de convergence d'activités économiques de pointe. Les autorités ont une vision de faire de Djibouti un important centre logistique et stratégique pour la région.

Pour atteindre ces objectifs, Djibouti doit saisir l'occasion de bâtir sur les réalisations récentes pour atteindre une croissance durable, réduire le chômage et réduire la pauvreté.

Djibouti a un potentiel considérable pour devenir une solide économie fondée sur les services, mais le pays est confronté à de nombreux défis.

Les indicateurs sociaux restent à améliorer durablement, et le pays reste confronté à la sécheresse en raison de faibles précipitations, qui impacte sérieusement sa sécurité alimentaire.

Y a-t-il une possibilité pour Djibouti d'enchaîner avec un autre accord du même genre au terme de ce programme?

La décision en revient aux autorités. Mais je puis vous assurer de la disponibilité du FMI de continuer à accompagner Djibouti dans son processus de réformes, que cela soit sous la forme d'un programme ou d'un appui technique multiforme comme nous le faisons déjà à l'heure actuelle.

Votre mot de la fin. Comme je l'indiquais tantôt, nous restons aux côtés des autorités pour les appuyer dans la mise en œuvre des importantes réformes en cours et envisagées dans le domaine des finances publiques que nous-mêmes et d'autres bailleurs appuyons.

D'ores et déjà en continuation de nos efforts passés, nous sommes disposés pour appuyer les efforts du gouvernement par le biais d'une assistance technique ciblée dans des domaines divers et en lui apportant des conseils dans le cadre de sa politique économique.

© Copyright La Nation (Djib)

[Visiter le site de: La Nation \(Djib\)](#)

[Retour à la page d'accueil](#)

[Envoyer à un\(e\) ami\(e\)](#)